

SANTÉ

Des «banques de l'œil» pour bientôt

Le ministre de la Santé a réuni, hier, les directeurs généraux des hôpitaux concernés par la greffe de la cornée au niveau national. Suite à une évaluation chiffrée, l'urgence de la mise en place de banques de l'œil afin de coordonner le circuit dons-greffes a été évoquée. Une initiative approuvée et encouragée par A. Boudiaf.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Les interventions des différents directeurs sur la transplantation de la cornée au sein de leurs établissements respectifs, lors de la conférence tenue hier à l'INSP (Institut national de la santé publique), ont convergé vers la nécessité d'instaurer une banque de l'œil au niveau national, voire même plusieurs. Cette résolution a été «félicitée» par le ministre, rappelant l'importance du «passage à l'acte» désormais. A. Boudiaf a déclaré être «prêt» à s'engager sur cette voie si les directeurs ont une réelle intention de «travailler» afin de donner naissance à ce projet qui fera l'objet de la prochaine réunion, selon lui.

En l'occurrence, cette proposition, faisant l'unanimité des professeurs présents, vient pallier les contraintes logistiques s'interposant particulièrement en amont des transplantations de cornée. Effectivement, les maladies affectant cette partie de l'œil et néces-

sitant une greffe sont assez fréquentes. Ce qui impose sa banalisation au sein des établissements de santé, particulièrement à l'intérieur et au sud du pays afin de limiter le déplacement des patients, ont-ils ajouté. En réponse, le ministre a souligné que la formation des praticiens est du «ressort» des polycliniques. Une ressource qu'il faut exploiter et rentabiliser, selon lui.

Par ailleurs, rappelant que la cornée est «un tissu» et que sa transplantation est relativement délicate

, certains professeurs ont désapprouvé que sa greffe ait à suivre la même réglementation que celle relative aux organes. Surtout que sa préservation ne peut dépasser les deux semaines et que les menaces d'infection et de perforation sont très communes. Ce risque est d'autant plus élevé puisque ces greffons sont, eux aussi, importés, des États-Unis de surcroît. Une situation assurant un approvisionne-



Boudiaf se dit prêt à donner naissance à ce projet.

ment irrégulier et insuffisant du fait de l'existence d'un monopole sur l'importation de ce tissu, a-t-on révélé.

De ce fait, la tranche d'âge inférieure à 50 ans est privilégiée dans ce type d'intervention en raison de leur «viabilité» socio-économique, ont-ils expliqué. Traitant le sujet de «faux problème», A. Boudiaf a appelé les responsables à manifester leurs besoins vis-à-vis du ministère au moment

«opportun» pour remédier à ce déséquilibre.

Le ministre a également exprimé son «insatisfaction» à l'égard de l'absence des directeurs centraux de l'Est en accusant un laisser-aller. De plus, l'atteinte des objectifs globaux ne dépasse pas 80%. Ce qui est lié à un problème d'organisation selon lui.

Pourtant, les professeurs n'ont pas été de cet avis. Ils ont d'ailleurs énuméré nombre de

contraintes faisant obstacle à la réalisation de ces derniers : archaïsme, absence d'une réelle administration réceptrice, vétusté des moyens techniques entre autres.

Même si l'obligation de 5 greffes par semaine a été plus ou moins respectée par les différents établissements, un matériel plus moderne aurait pu développer d'autres procédés de transplantation plus performants, ont-ils plaidé.

Par ailleurs, les professeurs ont souhaité que les sommes attribuées à l'importation des greffons aient servi à l'amélioration de l'équipement et de la perception publique par rapport aux dons de tissus et d'organes. Concrètement, cette résistance constitue l'inconvénient le plus complexe. Même si le ministre a insisté que le prélèvement de tissus et organes ne doit plus être un tabou ou une «affaire religieuse».

Les professeurs se disent être conscients de l'impact de celle-ci sur la constitution de cette barrière socioculturelle vis-à-vis du consentement au don d'organes, que ce soit pour l'individu ou son cercle familial.

N. B.

LE DG DU DOMAINE NATIONAL AUX DÉBATS DU FCE :

«Il faut qu'il y ait une politique d'aménagement et d'urbanisme»

Les instruments d'urbanisme sont nécessaires pour l'amélioration de l'offre de foncier industriel. «Il faut qu'il y ait une politique d'aménagement et d'urbanisme», relevait hier à l'hôtel Sheraton-Club-des-Pins le directeur général du Domaine national, Mohamed Himour.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Intervenant lors de la troisième édition des Débats du Forum des chefs d'entreprises (FCE), le directeur général des Domaines a considéré qu'une bonne identification des terrains urbanisables ou non permettra de connaître les disponibilités foncières potentielles pour leur attribution aux investisseurs, notamment les industriels.

Mohamed Himour qui constate que le plus gros consommateur de foncier est le secteur de l'urbanisme prônera, ce faisant, la nécessité de créer de nouveaux espaces urbains notamment en milieu urbain, mais aussi de déconcentrer, de «sortir des chefs-lieux».

Il s'agit de «produire du foncier», de «compenser», dira l'hôte du FCE même si un programme de réalisation de 49 nouveaux parcs industriels est déjà lancé et devrait conforter l'offre.

Ce qui implique également d'achever définitivement l'opération de cadastre général du pays dans son volet urbain.

Mais aussi de mettre en place au niveau des wilayas des banques de données sur le potentiel foncier existant, d'identifier des assiettes urbanisables et à vocation économique et éligibles à la concession.

«Nous n'arrivons pas à constituer une banque de données fiable», relèvera le directeur général du Domaine national. Or, il s'agit d'œuvrer à éviter la survenue de moult problèmes notamment pour les investisseurs.

A ce propos, Mohamed Himour relèvera que des arrêtés pris par des walis et censés générateurs de l'acte de concession et de réalisation de projets d'investissements aient pu être «signés sans que les assiettes foncières soient

identifiées. Comme le DG du Domaine national qualifiera de «crime économique» le fait que des assiettes foncières «en friche» au niveau des zones industrielles et d'activités déjà opérationnelles ne puissent pas être utilisées.

L'invité des débats du FCE qui avait présenté, lors d'une intervention liminaire l'évolution de la gestion foncière durant les quatre dernières décades, reviendra sur les nouvelles mesures et dispositions qui ont été prises, à travers notamment la loi de finances complémentaire pour 2015 et la réglementation en cours d'élaboration, en vue d'alléger et faciliter



Mohamed Himour.

l'attribution du foncier, fluidifier le processus, éliminer les lourdeurs

et lenteurs et éviter la dilution des responsabilités. Tout en escomptant que le dispositif impulsé puisse «donner des résultats», Mohamed Himour estimera néanmoins primordial d'«apurer, assainir tout le parcours opérationnel d'octroi du foncier en amont».

A préciser que la direction générale du Domaine, une direction centrale du ministère des Finances, gère le domaine privé de l'Etat et agit pour le compte de l'Etat en termes d'expertise et notariat (examen de la situation juridique du foncier, détermination des redevances et élaboration de documents et actes juridiques).

C. B.

POUR LES OPÉRATEURS SUISSES EN VISITE EN ALGÉRIE

La règle 49/51 est une entrave

La règle 49/51 constitue une contrainte pour les investisseurs suisses. C'est ce qu'a affirmé la secrétaire d'Etat à l'économie, M^{me} Ineichen Fleisch, hier, à Alger.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Confiante, la secrétaire d'Etat à l'économie, M^{me} Ineichen Fleisch, assure que les échanges économiques entre l'Algérie et la Suisse peuvent devenir plus importants dans les années à venir.

Selon elle, il existe encore un «potentiel» de développement des échanges économiques et d'investissement entre les deux pays. Seules entraves : les conditions d'investissement et les procédures administratives. «Les conditions et règles d'investissement sont un énorme problème surtout pour les entreprises de petite et moyenne taille, plus

précisément la règle 49/51», a-t-elle souligné, lors de la visite à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Alger (ESHRA).

Autre problème rencontré par les investisseurs suisses : les procédures administratives notamment concernant les importations et les autorisations d'importations. Des procédures que M^{me} Ineichen Fleisch souhaite voir «allégées».

Le président du Conseil des Etats, Claude Hêche, a assuré pour sa part, que le monde économique, en complément avec le politique, est un «acteur clé» dans l'évolution de la société et des échanges économiques.

Il cite ainsi le partenariat entre l'ESHRA et l'Ecole hôtelière de Lausanne qu'il qualifie d'«atout majeur». «L'Ecole hôtelière de Lausanne, créée en 1893, est aujourd'hui, parmi les écoles les plus réputées dans le

monde», dit-il avant de préciser que le secteur de l'hôtellerie occupe aujourd'hui, une position «centrale» dans l'industrie du tourisme en Suisse.

«Nous comptons 4 700 hôtels et 250 000 lits, soit 3% du PIB ce qui fait de l'hôtellerie un atout économique important», souligne Claude Hêche.

De son côté, le directeur général de l'ESHRA, Laurent Mergui, affiche l'ambition de devenir leader en Algérie et en Afrique du Nord. «Nous transmettons du savoir, du savoir-faire et du savoir-vivre. Notre objectif est de devenir la meilleure école hôtelière de l'Afrique du Nord et une référence d'excellence pour l'hôtellerie et la restauration sur le marché algérien et nord-africain», dit-il.

Ry. N.